

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie du Nigéria est entrée en récession en 2020, inversant trois années de reprise, en raison de la chute des prix du pétrole brut due à la baisse de la demande mondiale et des mesures de confinement prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19. Ces mesures de confinement ont principalement touché l'aviation, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, le secteur manufacturier et le commerce. La contraction de ces secteurs a compensé l'expansion induite par la demande des services financiers, des technologies de l'information et de la communication. La Banque estime que le PIB réel global a diminué de 3 % en 2020, bien que les mesures d'atténuation prévues dans le programme de viabilité économique (ESP ou *Economic Sustainability Program*) aient permis d'éviter que la baisse soit bien plus importante.

L'inflation a grimpé à 12,8 % en 2020, contre 11,4 % en 2019, alimentée par la hausse des prix des produits alimentaires due aux difficultés d'approvisionnement du marché intérieur et aux répercussions d'une prime de change qui a augmenté à environ 24 %. La suppression des subventions aux carburants et l'augmentation des tarifs d'électricité ont accentué les pressions inflationnistes. La Banque centrale du Nigéria a réduit le taux directeur de 100 points de base, à 11,5 %, pour soutenir une économie en perte de vitesse. Le déficit budgétaire, financé principalement des emprunts nationaux et étrangers, s'est creusé, passant de 4,3 % en 2019 à 5,2 % en 2020 et reflétant les pressions des dépenses liées à la pandémie et la baisse des recettes. La dette publique totale s'est établie à 85,9 milliards de dollars US (25 % du PIB) au 30 juin 2020, soit 2,4 % de plus qu'à la même période un an plus tôt. La dette intérieure représentait 63 % et la dette extérieure 37 % de la dette totale. Les paiements élevés au titre du service de la dette, estimés à plus de la moitié des recettes collectées au niveau fédéral, constituent un risque budgétaire majeur pour le Nigéria. La position des opérations courantes devrait rester déficitaire à 3,7 % du PIB, pénalisée par la chute des recettes pétrolières et la faiblesse des flux financiers extérieurs.

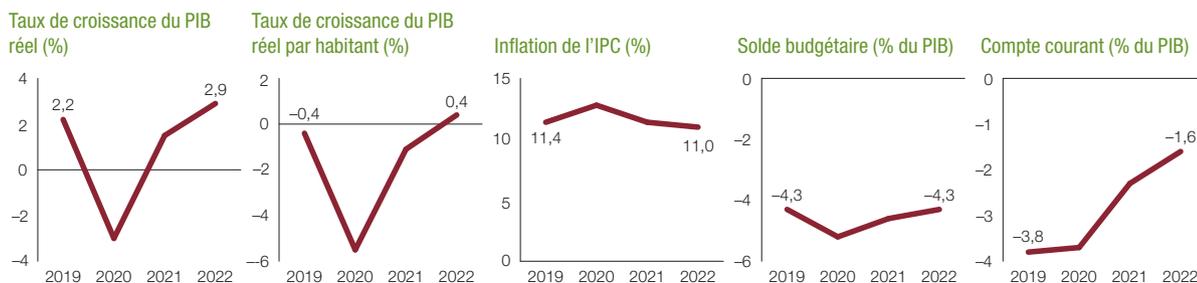
## Perspectives et risques

La croissance économique projetée est de 1,5 % en 2021 et de 2,9 % en 2022, sur la base d'une reprise attendue des prix et de la production de pétrole brut. Les mesures de relance décrites dans le programme de viabilité économique (ESP) et la loi de finances de 2020 pourraient stimuler les recettes non pétrolières. Grâce à l'amélioration de la situation économique mondiale, l'amélioration des recettes peut ramener le déficit

budgetaire à 4,6 % et le déficit des opérations courantes à 2,3 % du PIB en 2021. La réouverture des frontières augmentera l'accès aux intrants, atténuant la pression sur les prix intérieurs et l'inflation, qui devrait baisser à 11,4 % en 2021. Parmi les risques de détérioration figure la réduction de la marge de manœuvre budgétaire si les prix du pétrole restent faibles. En outre, les inondations et l'insécurité croissante pourraient entraver la production agricole. Une diminution supplémentaire des réserves de change qui s'élèvent à 35 milliards de dollars (7,6 mois de couverture des importations) pourrait entraîner une forte dépréciation du taux de change et des pressions inflationnistes. Une éventuelle recrudescence des cas de COVID-19 pourrait exacerber ces risques. Le chômage élevé (27 %), la pauvreté (40 %) et les inégalités croissantes restent des défis majeurs au Nigéria.

## Questions et options de financement

La dette publique du Nigéria est relativement viable à 25 % du PIB. Mais les paiements au titre du service de la dette sont élevés et la capacité du pays à attirer des flux financiers privés extérieurs est compromise par les déséquilibres macroéconomiques et l'incertitude politique. Au cours du premier semestre de 2020, le Nigéria a reçu 7,1 milliards de dollars d'investissements étrangers. Ce qui représente la moitié du montant que le pays a reçu au cours de la même période en 2019. Les besoins de financement du Nigéria nécessitent une amélioration du recouvrement des recettes intérieures. Le recouvrement des recettes non pétrolières équivaut actuellement à 4 % du PIB. En 2020, les recettes provenant d'une augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, de 5% à 7,5 %, ont été inférieures aux prévisions en raison de la faiblesse de l'activité économique. L'élargissement de l'assiette fiscale pourrait renforcer les réserves budgétaires du Nigéria à travers des réformes structurelles visant à améliorer le respect de la loi fiscale et à combattre le problème des flux financiers illicites. Les envois de fonds et les obligations Sukuk conformes à la charia offrent également des options potentielles de financement. En 2019, les envois de fonds se sont élevés à 23,8 milliards de dollars US (5,3 % du PIB), mais les effets de la pandémie de COVID-19 sur les principaux marchés d'origine pourraient réduire ce chiffre. La troisième émission d'obligations Sukuk de 150 milliards de nairas (395 millions de dollars US) en juin 2020 a attiré 669,1 milliards de nairas, dont 162,5 milliards de nairas ont été alloués au financement de 44 projets routiers essentiels. L'utilisation des réserves de change comme option de financement à moyen terme est compromise par la baisse des recettes pétrolières, principale source de devises.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.